

Manifeste pour un socialisme nouveau

Le printemps 2007 nous ramène, une fois encore, à l'impératif de notre rénovation idéologique.

Notre défaite à l'élection présidentielle a bien sûr des causes circonstancielles. Elle renvoie au déroulement de notre campagne, à des erreurs stratégiques, des défaillances individuelles et collectives, à l'habileté politique aussi d'un adversaire ayant fait oublier sa position de « sortant » et su masquer son programme libéral derrière un volontarisme populiste.

Mais l'essentiel est ailleurs: malgré la dynamique du vote utile, de l'anti sarkozysme, malgré la mobilisation des jeunes, des cités, des plus modestes, nous n'avons pas donné le sentiment de répondre aux grandes questions de la période : la protection face à la mondialisation, le financement de la sécurité sociale et des retraites, la répartition des revenus et des prélèvements, la place du travail, la promotion individuelle,... Face à un Sarkozy construisant une équation électorale majoritaire sur les divisions internes aux couches populaires et moyennes, nous n'avons pas suffisamment réussi à fédérer les diverses couches de notre base sociale potentielle autour d'un projet économique, social et sociétal mobilisateur.

Cette difficulté à proposer un chemin lisible au pays, déjà présente en 2002, traduit un déficit persistant : voilà près de vingt ans que, par paresse collective, par manque d'intérêt pour la réflexion idéologique, par peur de trancher nos désaccords, ou en raison de nos jeux tactiques internes, nous différons l'actualisation de notre doctrine. Les principes, les grilles de lecture, les mots d'ordre issus du cycle d'Epinay se sont en partie volatilisés avec nos expériences du pouvoir. Mais ils n'ont jamais vraiment été remplacés. Nous n'avons pas pensé et tiré toutes les conséquences des grandes transformations du monde et de la société qui se sont produites depuis deux décennies.

Il y a désormais urgence à entreprendre cette rénovation. Miser sur l'échec de Sarkozy, l'éclatement de ses contradictions, la dégradation de sa popularité, ou gagner les élections intermédiaires sur la base d'une déception ne peuvent suffire. Nous ne devons pas réitérer l'expérience des années 2003-2006 qui nous a conduits d'une défaite à une autre.

Cet enjeu concerne évidemment toute la gauche. Mais l'essentiel dépend du Parti socialiste. C'est à nous qu'il appartient d'abord d'être au clair sur ce que nous sommes, ce que nous voulons, ce que nous proposons aux français.

Un nouveau processus a été lancé. Nous voulons contribuer à sa réussite et y prendrons notre part. Il se poursuivra du reste au-delà du Congrès de 2008. Le présent texte est une première contribution à ce travail collectif des socialistes français, un apport au débat ouvert et sans tabou que nous devons mener ensemble. Nous essayons d'esquisser ici les contours d'un socialisme du XXI^{ème} siècle, d'identifier la nouvelle synthèse idéologique susceptible de le

guider et le nouveau projet historique à travers lequel il pourra répondre à quelques uns des grands défis de notre époque.

Une nouvelle synthèse idéologique

La question des orientations fondamentales, c'est-à-dire des valeurs elles-mêmes, et de la manière dont les articule entre elles, est une question essentielle.

Nous ne pouvons en effet critiquer et modifier le réel qu'à partir d'un idéal, qu'en sachant nous-mêmes ce que nous voudrions qu'il soit. S'ils attendent des réponses concrètes aux problèmes de la vie quotidienne, les français veulent d'ailleurs comprendre les visées et les perspectives qui nous animent. Nous ne devons pas accepter de perdre cette bataille culturelle en laissant la droite imposer ses visions de la nation, de l'ordre, du travail, du mérite. Nous devons leur dire ce que signifie être socialiste en 2007.

De ce point de vue, nous ne partons pas de rien. Nous sommes les héritiers d'une longue tradition philosophique et politique, celle de la gauche républicaine et du socialisme démocratique, et nous devons d'abord réaffirmer notre fidélité globale à ce socle identitaire solide.

Mais la réaffirmation de cet héritage idéologique n'interdit pas son ajustement aux réalités d'aujourd'hui. La gauche est une conscience collective qui doit, à chaque nouvelle période de l'Histoire, tirer les conséquences de ses expériences et trouver sa voie dans un monde en mutations. L'effondrement historique des économies administrées, l'expérience prolongée du chômage, l'évolution des rapports entre individu et société, la prise de conscience des enjeux écologiques conduisent aujourd'hui à reformuler nos valeurs et leur cohérence dans de nouvelles synthèses.

Parce qu'il suppose précisément des remises en question de cet héritage, cet ajustement peut faire débat. Mais nous croyons que le temps des simplismes et des évidences manichéennes – le travail contre le capital, le social contre l'économie, le progrès contre l'obscurantisme, la société contre l'individu, le mouvement contre l'ordre,... - est derrière nous. Le socialisme contemporain, parce qu'il doit être qu'un socialisme du réel, ne peut être à nos yeux qu'un socialisme de la complexité et des synthèses.

Il ne s'agit nullement de renoncer à comprendre, vouloir et agir. Il s'agit au contraire de reprendre la main, de sortir d'une certaine confusion, de maîtriser les équilibres et les directions qui nous rétabliront demain notre capacité à convaincre et à transformer le monde.

*** Un socle identitaire solide**

Le socialisme de ce début de siècle doit, à nos yeux, revendiquer sa fidélité globale à un héritage:

- Tout d'abord, la foi dans l'importance et la force des solutions collectives.

Nous restons les héritiers du pari des Lumières, celui d'une maîtrise possible, par le pacte politique, d'un destin commun. Socialistes, issus du mouvement ouvrier, nous ne pensons pas que

l'économie de marché capitaliste, le libre jeu de l'offre et de la demande, produisent spontanément une société juste, ni même une économie efficace. Et nous continuons donc vouloir appliquer cette souveraineté collective aux grandes questions touchant à la production et la répartition des richesses.

Cet attachement au collectif, cette volonté de promouvoir le dépassement individuel pour viser l'intérêt général et la justice, nous conduit à récuser un individualisme destructeur qui établirait le règne du chacun pour soi et réduirait la politique à la seule juxtaposition de revendications catégorielles. Loin de valider aveuglément l'image d'une « société des individus » qu'on nous propose parfois, nous continuons au contraire de croire à la nécessité de construire et de faire vivre les institutions communes, de « faire société ».

Cet attachement à l'idée de projet collectif constitue aussi notre manière de répondre aux demandes de sens et aux besoins d'appartenance qui traversent la société contemporaine. Il détermine notre fidélité à la définition républicaine de la nation et de la laïcité. Nous continuons d'opposer la conception, ouverte, dynamique, contractuelle, d'une « communauté de citoyens » à la vision étriquée, figée, ethniciste, portée par une partie de la droite. Nous continuons d'opposer l'idée d'un espace public composé de citoyens égaux en droit et débattant librement du bien commun à celle d'une démocratie régulée par les rapports entre des « communautés ».

- En second lieu, les valeurs humanistes et le combat contre les inégalités.

Depuis la Révolution de 1789, les hommes et les femmes de gauche se définissent par leur volonté de considérer les autres hommes comme « des autres moi-même », dotés des mêmes besoins et des mêmes aspirations.

Cet humanisme fondamental implique d'abord le combat contre toutes les formes d'exploitation et de domination, le refus d'une « société de marché » où tout relève de la sphère marchande, où l'homme lui-même devient une marchandise soumise au bon vouloir d'autres hommes.

Dans le débat public, nous assumons par exemple le fait que la priorité légitime à la lutte contre le chômage ne peut justifier, à nos yeux, la baisse des rémunérations, la précarisation des contrats, l'intensification outrancière des rythmes productifs, le déclassé généralisé des individus ou la mobilité imposée.

Cet humanisme fondamental implique ensuite le refus des inégalités indues, inégalités de droit, discriminations, inégalités sociales. Notre socialisme reste, de ce point de vue, un socialisme de la redistribution, tourné vers la réduction des écarts de revenus et de fortune que rien ne peut justifier.

Notre humanisme est universaliste et ce combat contre les inégalités s'applique alors au sein d'une société comme au plan de l'humanité tout entière : si nous sommes parfois revenus de quelques illusions tiers-mondiste, nous restons des internationalistes, résolument conscients de notre devoir moral vis à vis des régions les plus pauvres de la planète, désireux de les aider à se développer, acceptant leur insertion dans le commerce mondial comme un progrès pour l'humanité. Si nous souscrivons à l'objectif d'une maîtrise des flux migratoires, nous considérons

également comme essentiel que les politiques d'immigration soit fondées sur des critères humanistes et liées à ce souci de développement.

- *Un attachement de principe à « l'Etat social ».*

Celui-ci découle directement de cette double fidélité aux régulations collectives et aux valeurs de la gauche.

Dans le débat culturel sur les « réformes » qui se noue parfois en France, nous pensons que les socialistes doivent se faire les défenseurs des finalités du modèle social mis en place au siècle dernier, en France et en Europe et de ses grands instruments: politique macroéconomique et industrielle, droit du travail, salaire minimum, sécurité sociale, retraites par répartition, services publics, fiscalité progressive, aide sociale,...

Refusant d'épouser à leur tour les divergences d'intérêt entre « exclus » et « inclus », nous continuons d'assumer l'extension des filets de protection – revenus minimum, couverture maladie universelle,...- que la crise sociale des dernières décennies a rendu nécessaire.

Nous devons donc assumer la nécessaire modernisation de ce modèle tout en récusant sans complexe la fatalité d'un « alignement » passant par la déréglementation, la libéralisation de tous les secteurs économiques, la précarisation généralisée du salariat, la montée en puissance des assurances privées, la baisse aveugle des dépenses publiques et sociales ou l'allègement des impôts pour les plus aisés....

Ces préoccupations sociales, cette volonté d'imposer les restrictions nécessaires au capitalisme, doivent continuer de structurer notre identité. Ce sont autour d'elles que se nouent certaines des différences importantes avec d'autres approches, plus « social-libérales », de la gauche européenne, et notamment avec le Blairisme. Elles constituent surtout le fondement de notre clivage central avec la droite, et ne peuvent être perdues de vue sans conséquence.

- *La démocratie comme levier de transformation sociale.*

Notre attachement à cette forme historique de domestication du capitalisme est inséparable du refus de la violence politique et de l'attachement indéfectible à la démocratie qui a fondé le socialisme français et sa séparation, au Congrès de Tours, avec le communisme.

La démocratie est, à nos yeux, la seule source de légitimité, le seul levier dont nous disposons pour mettre en œuvre les instruments de régulation du capitalisme. C'est en ce sens avant tout que nous sommes fondamentalement des sociaux-démocrates.

Fidèle à la tradition républicaine française, nous continuons notamment de croire à la vertu des institutions représentatives et au rôle irremplaçable des partis politiques pour élaborer les options en présence, rationaliser, éclairer, incarner les choix possibles et permettre ainsi aux citoyens de choisir l'orientation donnée aux politiques publiques.

- *Le combat historique pour les libertés et l'émancipation individuelle.*

Nous nous inscrivons également dans la filiation d'une gauche qui, de l'instauration de la souveraineté populaire et du suffrage universel jusqu'aux années 1980, avec la libération des ondes ou la décentralisation, en passant par l'affaire Dreyfus et les grandes lois républicaines du XIX^{ème} siècle, a toujours combattu contre l'arbitraire, l'oppression, pour la liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté d'expression.

Nous sommes les héritiers du combat républicain contre le carcan religieux, pour la séparation de l'église et de l'Etat, et de celui des années 1960-70 contre un ordre moral étouffant, pour le droit des femmes et la libéralisation des mœurs.

Cette volonté de permettre à chaque individu de s'émanciper, en choisissant réellement ses liens, ses modes de vie, ses références, demeure un fil directeur de notre action.

- Une confiance, enfin, dans la Raison et le progrès scientifique.

Nous restons, enfin, fidèles à une tradition intellectuelle fondée sur le primat de la Raison, la distinction entre vérité et croyance, la volonté d'affranchir la science de la religion ou de la politique.

Qu'il s'agisse de la politique économique, de l'affectation des dépenses sociales, ou par exemple des choix énergétiques d'un pays, nous continuons de croire à la nécessité de baser les politiques sur une connaissance précise, exacte, objective des réalités. Nous continuons de croire à la place irremplaçable de la science. Et nous opposons cette orientation fondamentale à tous les obscurantismes, les régressions religieuses ou sectaires, qui prenant prétexte de la crise de sens et des souffrances individuelles qui travaillent les sociétés contemporaines, veulent revenir sur ces fondements essentiels du développement matériel et moral de notre civilisation.

*** Des valeurs et une cohérence reformulées**

A partir de ce socle identitaire, nous devons procéder à l'ajustement de nos valeurs dans le contexte idéologique de ce début de XXI^{ème} siècle.

- Le compromis assumé.

Pour la gauche, une des leçons fondamentales du siècle précédent reste l'échec du « socialisme réel » et des expériences de collectivisation de l'économie. Nous continuons donc de combattre les désordres économiques et les injustices sociales engendrés par le fonctionnement de l'économie de marché capitaliste. Mais nous reconnaissons aussi désormais l'efficacité globale de ce mode d'organisation et de coordination pour fournir les biens et les ressources nécessaires au développement des sociétés.

Nous ne considérons donc plus alors l'Etat social comme une étape historique de la lutte des classes, une forme transitoire vers le socialisme mais comme un compromis fondamental et nécessaire entre travail et capital, justice sociale et efficacité économique, intervention politique et loi du marché.

Cette rupture essentielle de sa doctrine, le faisant basculer dans l'ère du réformisme, le parti socialiste l'a actée dans sa pratique. Nous souhaitons qu'il l'acte désormais clairement dans son discours, en abandonnant en son sein les faux débats, les faux clivages rhétoriques qui stérilisent la réflexion, entretiennent des complexes infondés vis-à-vis de l'extrême gauche, empêchent d'aborder les vrais enjeux et de donner à cette nouvelle volonté réformiste commune sa plénitude. Soucieux de vérité vis-à-vis des français, nous proposons que le parti socialiste s'assume désormais comme un authentique parti réformiste, dans les discours comme dans les actes, dans l'opposition comme dans l'exercice des responsabilités.

Cette acceptation du compromis entraîne également à nos yeux deux autres conséquences :

- Misant sur les apports positifs de l'économie de marché, nous sommes désormais attentifs aux conditions de la création de richesses. Nous combattons les excès du marché, la recherche effrénée de la rentabilité, les diktats imposés par le capitalisme financier, mais nous ne considérons plus indistinctement les entrepreneurs comme une classe d'exploitants, un adversaire social à étouffer ou contrarier.

Le socialisme contemporain doit être au contraire, pour nous, un socialisme de la production, qui encourage l'investissement productif réel, favorise la prise de risque et lutte contre les prédatations, les monopoles et les rentes abusives qui entravent la dynamique économique.

- Ne craignant plus de « conforter » le capitalisme en le réformant, nous exerçons en outre les responsabilités gouvernementales, lorsqu'elles nous sont confiées par le suffrage universel, sans remords et sans embarras, avec la volonté d'agir « ici et maintenant » sur les réalités.

Cette orientation fondamentale ne se limite pas alors au cadre national : elle détermine aussi notre rapport aux institutions internationales en général et à la construction européenne en particulier. Nous n'ignorons certes pas que la globalisation a modifié le rapport de force entre capital et travail, que l'effondrement de l'empire soviétique a ouvert la voie à une contre réforme libérale dont ces institutions sont parfois la caisse de résonance. Mais la colère devant l'inhumanité de ce nouveau capitalisme mondialisé et financier ne fait pas une politique. Elle ne légitime pas la reconstitution dans la sphère internationale d'un anticapitalisme sans débouché, et la déconstruction correspondante de toutes les formes de coopération internationale.

La mondialisation politique, c'est-à-dire le réformisme transposé à l'échelle planétaire, reste, à nos yeux, la seule réponse valable à la mondialisation libérale. Pour nous socialistes français, cette orientation doit notamment continuer de passer par un engagement stratégique résolu dans l'unification politique de L'Europe.

- L'égalité réelle

La réduction des inégalités de revenus est une des fonctions majeures de l'Etat social. Mais la dynamique même de l'économie de marché capitaliste implique la reconstitution permanente de ces inégalités. L'acceptation d'un compromis fondamental avec ce système de production impose donc également au socialisme du XXI ème siècle de s'intéresser désormais davantage à la formation des inégalités « à la source », c'est-à-dire à la distribution des statuts sociaux qui régit l'accès différencié aux richesses. La possibilité de contourner cette question, au nom de l'utopie

d'une société où chacun recevrait, par le miracle de la collectivisation, « selon ses besoins » a en effet disparu.

Sans abandonner les politiques de redistribution, nous devons désormais les relier à une lutte prioritaire et massive contre les mécanismes de « reproduction sociale » qui font perdurer dans notre société les privilèges de naissance. Nous devons faire de l'égalité des chances, « l'égalité réelle », c'est-à-dire de la volonté de donner à chacun les moyens d'accéder au « capital culturel », de déployer ses talents et de trouver sa juste place dans la société, une frontière essentielle et nouvelle du socialisme contemporain.

- Le travail rétabli

L'expérience prolongée du chômage depuis la fin des années 1970 a changé, en outre, notre perception de la place du travail dans la vie humaine. Nous ne considérons plus la détention d'un emploi comme l'inscription dans un rapport d'exploitation capital / travail mais comme un facteur d'appartenance à la société, une ressource essentielle à la dignité et la construction identitaire des individus et de leurs familles.

Nous affirmons donc le refus d'une société duale dans laquelle des secteurs entiers de la population tireraient structurellement leur existence matérielle des revenus d'assistance pendant que d'autres continueraient de vivre de leur participation au système productif. N'en déplaise à ses détracteurs, la politique de réduction du temps de travail s'inscrivait d'ailleurs clairement dans cette logique.

Cette orientation a des conséquences sur la conception de nos politiques sociales, qui doivent notamment veiller à ne pas entretenir la dépendance vis-à-vis de l'aide sociale.

- L'individu reconnu

Une autre grande transformation des temps présents que nous devons prendre en compte pour actualiser nos orientations fondamentales concerne l'évolution du lien entre individu et société.

Stimulé par la diversification croissante et objective du monde du travail et des situations, mais aussi par le mouvement de démocratisation de la vie personnelle initié dans les années soixante, et par un système économique et une culture dominante encourageant chacun d'entre nous à cultiver son autonomie et sa singularité, un nouvel individualisme a émergé.

Si nous combattons les effets négatifs de celui-ci, lorsqu'il dérive vers l'égoïsme, le repli sur soi, la déconstruction de tout projet commun, nous pensons, en revanche, nécessaire de prendre en compte l'aspiration actuelle à ce que les politiques menées par les collectivités publiques prennent davantage en compte les besoins et les situations spécifiques des individus.

La gauche, qui combat déjà pour la liberté et l'émancipation individuelle, n'a pas de contradiction de principe à contourner le niveau homogénéisant du groupe social ou du territoire pour faire directement descendre, quand c'est possible, l'action correctrice de la politique au niveau de l'individu.

- *La souveraineté effective*

L'affirmation individuelle n'est pas, du reste, toujours contradictoire avec le fonctionnement du pacte politique. Elle s'accompagne, au contraire, d'une certaine demande de participation à la chose publique. Avec l'élévation du niveau d'information, les possibilités de débat offertes par Internet, les citoyens se font de plus en plus leur propre avis sur les sujets qui les préoccupent ou qui touchent leur cadre de vie et veulent prendre une part directe dans les décisions. Notre système démocratique ne peut manifestement plus fonctionner sur le seul principe de la délégation.

Sans renier le rôle majeur des formations politiques, ni valider au passage la dictature de l'opinion, nous estimons nécessaire d'entendre cette demande d'une souveraineté populaire effective et de faire évoluer en conséquence les formes mêmes de notre démocratie politique, sociale et territoriale.

- *La liberté ordonnée*

En même temps que nous étendons ainsi notre prise en compte des nouvelles demandes individuelle, nous devons réaffirmer que la vie en société suppose le respect d'un certain nombre de règles.

Si elle résulte pour une part essentielle des effets déstructurants de la crise économique et sociale, la montée des phénomènes d'insécurité au cours des dernières décennies nous a rappelé que la liberté individuelle n'est pas un absolu, que la liberté des uns n'est pas toujours celle des autres. De façon générale, l'expérience de la société contemporaine nous rappelle que les interdépendances ne sont pas seulement économiques mais aussi sociétales, dans les rapports familiaux, professionnels,...

Ces prises de conscience ne nous condamnent nullement à une régression vers l'ordre moral que nous continuons au contraire de combattre. Mais elle nous amène à agir en faveur d'une liberté ordonnée, d'une articulation nouvelle de la liberté et de la responsabilité, des droits individuels et des devoirs vis-à-vis d'autrui.

- *Le progrès maîtrisé*

La prise de conscience de l'épuisement des ressources et de la montée des désordres et des désastres écologiques renouvelle, enfin, notre vision même des besoins humains. Aux antipodes d'une approche purement matérialiste du bien être et de la croissance économique, nous accordons désormais aux questions de santé publique, de qualité de vie, de préservation des cadres naturels, une importance décisive. La gestion durable des ressources et la préservation de la planète pour les générations futures redéployent dans la durée nos préoccupations d'efficacité et d'égalité. La volonté de réguler et d'encadrer le capitalisme s'étend à la lutte contre les atteintes qu'il fait subir à l'environnement.

Plus fondamentalement, les bouleversements actuels nous amènent à renoncer aux illusions de la toute puissance humaine, du développement sans fin des forces productives et de l'asservissement sans limite de la nature qui ont longtemps imprégné la gauche. Nous ne voulons

pas perdre, au passage, notre rationalité et la confiance dans les potentialités de progrès formidables offertes par la recherche scientifique.

Nous ne voulons pas contribuer à une société anxieuse, qui entretient la peur de l'avenir et encourage toutes sortes de régressions obscurantistes. Mais, à nos yeux, le socialisme de ce début de siècle doit militer pour un progrès socialement maîtrisé. Il doit réaffirmer le primat de l'humain sur la technique, l'importance du principe de précaution, la nécessité de placer les expérimentations scientifiques, les manipulations génétiques, les grands choix énergétiques et industriels, sous le contrôle effectif des instances démocratiques et des citoyens.

Un nouveau projet historique

Cette nouvelle synthèse idéologique, fondée sur la réaffirmation et la reformulation de nos orientations fondamentales, fournit les visées de notre action à long terme.

Mais il nous faut aussi la traduire dans un projet historique, c'est-à-dire un ensemble d'objectifs de moyen terme, de stratégies, d'instruments, qui tiennent également compte des mutations en cours de l'économie et de la société.

Ce projet historique, que nous n'avons jamais pris le temps d'élaborer sérieusement depuis vingt ans, fournira l'armature du programme de 2012.

Nous pensons qu'il doit s'élaborer autour de deux axes majeurs :

*** Restaurer l'efficacité et la légitimité de l'Etat social.**

Notre fidélité au « modèle social » mis en place au lendemain de la seconde guerre n'implique pas la cécité sur les difficultés qu'il traverse. La modification de la structure économique et sociale de base sur laquelle cet ensemble d'instruments opère lui a fait perdre, au cours des dernières décennies, une part importante de son efficacité et de sa légitimité.

Un socialisme du réel, désireux d'inscrire effectivement ses valeurs dans la réalité, ne peut alors détourner la tête. Etre fidèle aux finalités fondamentales de l'Etat social n'implique pas de considérer tous ses dispositifs opératoires comme des « acquis sociaux » intouchables. Pour servir leur idéal, ne pas s'enfermer dans l'immobilisme ou le conservatisme, ne pas laisser la droite libérale imposer sa vision de « la » réforme et du mouvement, les socialistes doivent voir le courage de proposer demain leur propre ajustement du modèle social.

Il nous faut proposer des solutions qui permettent notamment de satisfaire quatre objectifs :

- *Aider les personnes et les territoires fragilisés à affronter les mutations économiques.*

Nous vivons désormais à l'ère d'un triptyque mondialisation / révolution technologique / financiarisation.

La concurrence avec les pays à bas salaires et les gains de productivité modifient la structure des emplois dans les vieux pays industrialisés et favorise l'émergence à court terme d'un chômage important. Celui-ci peut d'autant moins être traité avec les recettes keynésiennes antérieures que l'ouverture croissante des économies induit une perte d'efficacité des politiques macro-économiques nationales. Parallèlement, le nouveau capitalisme financier utilise ces possibilités de déterritorialisation pour déplacer les termes du compromis capital / travail établi dans le cadre national et imposer une dégradation de la condition salariale, touchant simultanément le partage de la valeur ajoutée, les statuts et les conditions même de travail.

La première réponse à ce nouvel âge du capitalisme reste, à nos yeux, la construction européenne. Face à un marché européen intégré, notre approche réformiste doit nous conduire à promouvoir un projet politique européen. Seule une Europe unifiée et puissante, capable de peser dans les négociations sur le commerce mondial et d'établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale, peut offrir un contrepoids sérieux à la globalisation des forces économiques.

Plutôt que d'épouser la déploration protestataire face à la mondialisation ou d'encourager un repli national sans perspective, nous pensons que les socialistes doivent faire preuve de pédagogie et convaincre les français que notre avenir passe en partie par l'approfondissement de l'Europe. Les difficultés rencontrées depuis plusieurs décennies pour bâtir l'Europe politique et sociale ne doivent pas nous conduire à abandonner le cap mais à reformuler collectivement nos objectifs, nos stratégies, les compromis auxquels nous sommes prêts pour avancer.

Aux antipodes du désengagement libéral, nous continuons par ailleurs de croire au volontarisme économique. Nous pensons que la puissance publique – Etat et régions – doit recouvrer un rôle stratégique pour favoriser la reconversion de notre économie, notamment sur les territoires fragilisés par les mutations en cours. Les socialistes doivent porter une nouvelle politique industrielle, encourageant le financement de la prise de risque et de la recherche, l'imbrication de celle-ci avec l'économie, la diffusion des progrès technologiques, la prospection des marchés internationaux, ou encore le développement des nouveaux services et de l'économie sociale et solidaire.

- Garantir la pérennité de notre protection sociale

Notre modèle social subit depuis plusieurs décennies les contrecoups des progrès sociaux qu'il a initié ou dont il est le réceptacle : les progrès de la médecine, le vieillissement démographique qui lui est associé, l'allongement parallèle de la scolarisation ont induit une augmentation structurelle des dépenses sociales de santé et d'éducation, et modifié, à travers le rapport actifs / inactifs, les équilibres des régimes de retraites. Joint aux effets d'une croissance molle, au piège d'une dette publique qui s'auto entretient, ces phénomènes débouchent alors sur la question structurelle et sensible du financement de la protection sociale et des services publics.

Il est évident que la droite s'engouffre depuis plusieurs années dans la brèche pour introduire la logique des assurances privées et « dé-collectiviser » la protection sociale. Pour les socialistes, au contraire, cette socialisation du financement se rattache au refus d'une société de marché : l'accès à des biens tels que la santé ou l'éducation doit être garanti à tous sans dépendre d'un critère de rentabilité et des ressources individuelles.

Il nous appartient alors de proposer un chemin pour rationaliser les systèmes actuels en préservant leurs finalités. Contre l'option libérale des franchises et de la taxation croissante des ménages, nous devons proposer une maîtrise crédible des dépenses de santé, basée sur une responsabilisation des acteurs, une régulation collective accrue du système, un investissement social dans la prévention. Dans le domaine des retraites, où l'ajustement ne peut se faire au seul détriment des nouvelles générations, nous devons proposer des solutions novatrices qui tirent parti de l'individualisation croissante des situations et des aspirations.

De façon générale, qu'il s'agisse de l'éducation, où nous avons initié le mouvement de massification, mais aussi des moyens d'assurer la sécurité réelle des français, à travers la justice et la police, les socialistes doivent entreprendre la nécessaire réforme de l'Etat et des services publics pour garantir leur efficacité durable.

- Etablir un nouveau compromis social

Les inégalités traditionnelles de patrimoine et de revenus subsistent dans la société française des années 2000. Mais elles sont désormais redoublées par des inégalités «internes» aux couches populaires et moyennes, liées à la diversification des catégories professionnelles, des types de contrats, des types d'entreprise. Tout comme le sexe, l'âge, l'origine, le lieu de résidence devient un discriminant majeur : il détermine largement l'accès aux services publics, le rapport à la mondialisation, et secrète des inégalités symboliques qui ne sont plus seulement le reflet des inégalités économiques.

Joint aux effets de l'individualisme culturel, ces phénomènes stimulent alors aujourd'hui l'explosion des revendications catégorielles et libèrent de nouveaux antagonismes sociaux, entre inclus et exclus, « français de souche » et « immigrés », habitants des cités et monde péri urbain, sur lesquels la droite populiste appuie son développement électoral.

Ces clivages latents entretiennent la lancinante question du « qui paie pour qui ? » et sapent la légitimité redistributive de l'Etat social. Nous refusons évidemment de répondre à cette évolution en épousant nous-mêmes ces logiques de division et en abandonnant les plus modestes à leur sort. Mais nous devons proposer un nouveau compromis social à l'ensemble de notre base.

Un vecteur essentiel de la relégitimation des politiques publiques réside d'abord dans leur plus grande individualisation. Cette nouvelle orientation méthodologique n'est pas anecdotique : elle concerne des sujets aussi divers que la lutte contre le chômage et l'exclusion, la réforme des retraites, le temps de travail, la politique éducative, le logement, la politique de la ville... Elle met en jeu des arbitrages entre aide aux territoires et aide à la personne, et peut nécessiter, chez nos élus, une certaine révision des schémas habituels de pensée.

Dans ce nouveau compromis, la lutte contre le chômage et l'exclusion demeureront des priorités politiques. Outre l'approfondissement de la construction européenne et le renouvellement déjà évoqués de la politique industrielle, nous devons notamment donner corps au concept de « sécurité professionnelle » en concentrant les moyens du service public de l'emploi et de la formation professionnelle sur les personnes qui en ont le plus besoin.

Ce choix est conforme à notre propre volonté de rétablir la société du travail, à la demande des chômeurs eux-mêmes, qui veulent travailler, et des autres salariés, qui ne veulent pas financer l'assistance. Elle doit s'accompagner alors des dispositifs - modes de rémunération, mécanismes d'incitation,...- garantissant un « workfare à la française ».

Un autre enjeu majeur pour la gauche est celui de la ville et des territoires: nous devons, ici aussi, réintroduire de la maîtrise collective, en rénovant les cadres de vie, en combattant les effets de relégations qui affectent aujourd'hui les cités, en restaurant de la mixité sociale.

Mais, dans le cadre de ce compromis, nous voulons également répondre à la demande des couches salariées, qui pour être mieux intégrées au système économique, ou vivre dans des cadres de vie moins dégradés, n'en connaissent pas moins des difficultés. La sauvegarde des retraites, de la sécurité sociale, des composantes universelles de notre système social, vont dans le sens de leurs attentes. Mais il nous faudra aussi impérativement travailler à l'élaboration de nouveaux instruments pour relancer la politique des revenus, qui tiennent mieux compte, là aussi, de la diversité des situations et des aspirations que des outils homogénéisant tels que le SMIC. Il nous faudra mettre enfin à l'ordre du jour le projet d'une remise à plat complète de notre système fiscal, qui lui rende une redistributivité réelle. Et, sauf à ignorer un ressort majeur des dynamiques sociales actuelles, nous devons par exemple aussi prendre d'avantage en compte le désir d'accès à la propriété de très nombreux français.

- Relever le défi écologique

Enfin, l'Etat social ne remplira à l'avenir sa fonction protectrice que s'il répond aux enjeux liés à l'épuisement des ressources et la dégradation de la planète.

Il doit notamment promouvoir en France une politique de diversification et d'économies dans le domaine de l'énergie. Les socialistes devront, à l'évidence, redéfinir la place des énergies renouvelables et clarifier la question du nucléaire, à partir de leur volonté d'un progrès maîtrisé. Si la protection de l'environnement renvoie largement à la coopération internationale et à la mise en place de nouveaux instruments mondiaux de régulation, nous pensons que l'Etat et les collectivités locales sont également armées pour agir contre l'urbanisation anarchique, imposer un autre type d'agriculture, protéger la biodiversité...et, de façon générale, imposer les règles nécessaires et les solutions techniques adaptées au respect des écosystèmes.

*** Remettre le progrès social en marche**

La restauration de l'Etat social est une nécessité vitale. Mais elle ne peut constituer notre horizon historique. Même rétabli dans ses fonctions vitales, d'intégration, de protection, de redistribution, le modèle social dont nous avons hérité n'est qu'une traduction imparfaite de nos valeurs.

Pour être un socialisme du réel, notre socialisme ne saurait pour autant se réduire à un pragmatisme gestionnaire. Nous croyons à la nécessité et à la possibilité de réinvestir dans le projet réformiste l'aspiration à une transformation en profondeur des structures sociales qui était contenue dans le projet révolutionnaire. Nous croyons à la nécessité et à la possibilité d'un réformisme radical, remettant en marche l'idée même du progrès social aujourd'hui éteinte.

Cette perspective peut se dessiner autour de trois chantiers majeurs :

- *L'égalité réelle*

Malgré l'incorporation de l'enseignement dans le champ des services publics, notre modèle social a été davantage orienté vers la réparation a posteriori des inégalités que vers leur prévention a priori. En dépit de l'instauration des ZEP, la logique « universelle » et indifférenciée qui régit le fonctionnement du système éducatif ne permet pas de faire face au poids colossal des inégalités de naissance dans les parcours scolaires. Les prestations sociales actuelles constituent davantage des filets de sécurité que des moyens de rattraper les handicaps initiaux.

Une politique de gauche réellement progressiste doit se fixer aujourd'hui comme horizon l'égalisation du « capital culturel ». Nous devons faire de la précocité de la scolarisation et de l'investissement social dans la petite enfance des points centraux de nos programmes. Mais nous devons également remiser l'égalitarisme formel et amplifier au contraire la logique de rattrapage. Basées sur des critères sociaux et non ethno-culturels, les ZEP peuvent instrumenter ce traitement inégalitaire des inégalités mais il faut, là aussi, accentuer l'individualisation de l'aide apportée par la société. Pour combattre sérieusement la reproduction sociale, nous devons, enfin, accepter de reconsidérer un jour la stratification actuelle de notre système d'enseignement supérieur, régi par des logiques excessivement malthusienne, qui exacerbent le capital relationnel et le niveau d'information des familles, et qui figent prématurément le parcours social des individus.

Enfin, nous n'oublions pas que l'égalité réelle est aussi l'égalité des droits : à compétence égale, salaire égal, perspective égale. Il n'y aura pas de progrès social sans la mise en œuvre de ce principe essentiel, à travers des politiques rigoureuses de lutte contre toutes les formes de discrimination.

Ce déplacement de la perspective de la réparation ex post à la prévention à priori n'est pas un renoncement ou un « glissement à droite » du socialisme. Supposant la conduite, sur la durée, de réformes profondes et structurelles, il fournit à la gauche un cap, un horizon, une utopie pour guider son action à long terme.

- *L'émancipation individuelle*

La volonté émancipatrice de la gauche peut, de même trouver, dans la France de 2007, de nouveaux terrains d'application.

Dans la foulée du Pacs, la reconnaissance par la loi de la diversité des choix de vie peut être étendue. Quarante ans après mai 68, et même si nous reconnaissons désormais l'importance des règles collectives, le combat pour la libéralisation des mœurs n'a pas non plus perdu sa raison d'être. Qu'il s'agisse par exemple du port du voile ou de la liberté sexuelle de jeunes filles nées ou vivant sur le sol français, une gauche fidèle à son héritage et cohérente avec elle-même se doit d'aider davantage ces dernières à s'arracher à la pesanteur des liens familiaux pour devenir des personnes véritablement libres de leurs choix, libres de « s'affilier » ou de se « désaffilier ».

Sur un autre plan, le socialisme de ce début de XXI^{ème} siècle peut aussi renouer avec son ambition d'élargir l'accès du plus grand nombre à la culture.

- L'approfondissement démocratique

Le perfectionnement de notre modèle social suppose, enfin, par celui de notre démocratie.

La représentativité du système représentatif doit, en premier lieu, être améliorée : tous les pouvoirs doivent procéder du suffrage universel et du principe égalitaire « un homme, une voix ». Les modes de scrutin doivent permettre l'efficacité, donc les majorités, mais sans écraser la représentation du pluralisme d'opinion. La diversité des profils, donc des expériences et des perceptions de la réalité sociale, doit trouver sa place dans le régime représentatif. Si la généralisation des quotas nous paraît contraire à la conception républicaine de la représentation politique, la limitation drastique du cumul des mandats offre un levier pour aller dans ce sens.

L'exigence contemporaine d'une souveraineté effective doit également être mise en œuvre. Dans le sillage de ce que beaucoup d'élus socialistes pratiquent déjà, la démocratie participative doit être étendue. Nous devons veiller à ce que les citoyens, les regroupements et les associations qui les représentent, soient mieux associés, de la conception à la mise en œuvre et à l'évaluation, aux étapes de la réforme.

Sans remettre en cause le monopole normatif de l'Etat, garant de l'égalité des droits sur le territoire national, nous plaidons également pour une République moins centralisée, articulée autour de collectivités locales aux financements garantis et aux compétences établies. Fort de l'expérience du socialisme local, qui est à la forme française de la sociale démocratie, nous plaidons pour une nouvelle étape de la décentralisation qui fasse passer celle-ci à l'ère d'une démocratie citoyenne véritable.

En sociaux – démocrates aboutis, nous plaidons également pour une prise en compte plus institutionnalisée des acteurs sociaux dans le processus de décision politique. Nous pensons que les résultats de la négociation sociale doivent être pris en compte dans la loi. Il nous semble que la gauche doit également apporter aujourd'hui au monde associatif et à l'économie sociale et solidaire une reconnaissance et un soutien stratégique plus important. Elle doit s'appuyer sur leur expérience et leur connaissance des réalités sociales pour bâtir ses politiques.